|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Province*** | ***Législature*** | ***Session*** | ***Type de discours*** | ***Date du discours*** | ***Locuteur*** | ***Fonction du locuteur*** | ***Parti politique*** |
| Québec | 42e | 1e | Discours d’ouverture | 28 novembre 2018 | M. François Legault | Premier Ministre | CAQ |

La version prononcée fait foi.

Distingués invités,
Chers Québécois,
Monsieur le Président,
J’aimerais commencer ce discours d’ouverture en vous félicitant encore pour votre élection.
Je suis convaincu que vous allez vous acquitter de vos responsabilités avec brio.
Et vous pouvez compter sur la pleine collaboration du gouvernement pour le bon déroulement des travaux parlementaires.

Je profite aussi de cette occasion pour féliciter chacun des 124 députés élus de l’Assemblée nationale du Québec, y compris le chef de l’Opposition officielle, le chef du 2e groupe d’opposition et la chef du 3e groupe d’opposition.

C’est un grand honneur et un privilège de représenter les Québécois dans ce Parlement riche d’une longue histoire.
On doit être fiers de notre histoire.
L’histoire d’une nation qui s’est construite dans l’adversité, mais aussi dans l’ouverture et le respect.

Bien sûr, les Premières Nations et les Inuits ont d’abord découvert et occupé le territoire.
Et on ne doit jamais l’oublier.
J’ai d’ailleurs rapidement rencontré plusieurs de leurs représentants.
Et j’ai bien l’intention de travailler avec eux à développer le Québec pour le bien commun de nos nations respectives.

J’ai eu la chance, récemment, de visiter un nouveau site archéologique, dans le Vieux-Québec, qui remonte à la Nouvelle-France.
Notre nation est l’héritière d’une grande histoire.
On est les descendants de gens audacieux qui ont traversé l’Atlantique pour construire ce qui est devenu le Québec moderne.
Nos ancêtres ont exploré le continent.
On retrouve leurs traces partout au Canada et aux États-Unis.

Plus de la moitié des États américains ont été découverts ou explorés par des Français ou des Canadiens français. Il en a fallu de l’audace pour bâtir ce qui est aujourd’hui devenu une nation francophone en Amérique.
Cette audace doit nous inspirer.
C’est cette audace qui pousse nos entrepreneurs à se lancer, à partir de rien, pour construire des entreprises qui vont à la conquête du monde.
C’est cette audace qui pousse nos athlètes à gagner des médailles olympiques.
C’est cette audace qui pousse nos scientifiques à multiplier les découvertes.

Si je devais identifier l’adversaire du gouvernement, ce serait la peur.
La peur de se tromper, la peur de ne pas être capable, la peur du changement.
Cette peur, c’est le contraire de l’audace.
Comme l’avait affirmé le président Roosevelt, dans un contexte pas mal plus dramatique, « la seule chose dont on doit avoir peur, c’est la peur elle-même ».

To our fellow Anglo-Quebeckers, I want to say again our will to define our common future together.Your historical community is an enrichment for Québec in many regions.We are proud to protect your historical rights and we will keep on doing just that.

Il faut aussi être conscient qu’on est les héritiers d’une riche histoire parlementaire.
Dans les dernières semaines, on a malheureusement perdu trois de nos prédécesseurs : Mme Lise Payette, M. Bernard Landry et M. Jean Bienvenue.
Les effets bénéfiques de leurs réalisations se font sentir encore aujourd’hui.
Lise Payette, Bernard Landry et Jean Bienvenue peuvent nous servir d’inspiration.

Monsieur le Président, en remportant les élections le 1er octobre dernier, la CAQ a marqué l’histoire en mettant fin à cinquante ans d’alternance entre les gouvernements du Parti libéralet du Parti Québécois.
Cette époque d’affrontements entre souverainistes et fédéralistes a marqué toute une génération.
Le nouveau gouvernement prône un nationalisme rassembleur, dont l’objectif est d’assurer le développement économique de la nation québécoise à l’intérieur du Canada, tout en défendant avec fierté son autonomie, sa langue, ses valeurs et sa culture.

L’arrivée du nouveau gouvernement marque un autre changement fondamental.
On va mettre fin aux nominations partisanes.
Cette pratique, qui a eu cours pendant des décennies, a ébranlé la confiance des Québécois.
Les centaines de nominations effectuées sur la seule base de l’appartenance à un parti politique a démotivé les fonctionnaires de carrière et a affaibli l’État québécois.
Désormais, c’est la compétence qui devient le critère fondamental.

La nomination de Mme Jacynthe Côté, ex-présidente d’Alcan, à la présidence du conseil d’administration d’Hydro-Québec, illustre parfaitement ce principe.
Même chose pour les dirigeants de l’UPAC, de la Sûreté du Québec et de la Direction des poursuites criminelles et pénales, qui vont être dorénavant nommés aux deux tiers des voix de l’Assemblée nationale.
De cette façon, ces dirigeants vont avoir une indépendance pleine et entière, aussi bien dans les faits qu’en apparence.
Il s’agit de mettre la méfiance derrière nous et de ramener la confiance.
Ce sera le projet de loi numéro un du nouveau gouvernement.

Monsieur le Président, aucun État moderne ne peut réussir sans une fonction publique
compétente, motivée et efficace.
Comme je l’ai mentionné, les nominations politiques ont miné la motivation des membres du secteur public.
Dans les réseaux de la santé et de l’éducation, les réformes successives et l’instabilité budgétaire ont ébranlé les professionnels.
Les méthodes de gestion trop rigides et la lourdeur administrative sont démoralisantes pour les employés et nuisent à l’efficacité gouvernementale.
On doit renverser cette tendance.

Je suis convaincu que les employés de l’État veulent mettre leur compétence au service de la population avec dévouement et professionnalisme.
Le gouvernement doit libérer les forces du secteur public en modernisant sa gestion et en éliminant les lourdeurs administratives.
Et le gouvernement se doit d’aller chercher l’adhésion des employés du secteur public.

Un autre grand changement va venir de l’approche du nouveau gouvernement.
Je suis déterminé à ne pas gouverner pour les groupes de pression, ni pour les syndicats, ni pour le patronat.
On doit gouverner pour tous les Québécois.
En particulier pour les familles et les aînés.
Le nouveau gouvernement ne va pas être le gouvernement d’un groupe ou d’une idéologie.

Le nouveau gouvernement va être le gouvernement des Québécois, votre gouvernement.

Qu’est-ce que ça veut dire, concrètement ?
Ça veut dire que le gouvernement doit avoir constamment en tête qu’il travaille pour le monde.
En éducation, ce sont les élèves qui doivent être au centre de notre action.
En santé, ce sont les malades qui doivent nous préoccuper.
J’invite les ministres et les employés de l’État à être à l’écoute des besoins des gens et à agir en tout temps avec HUMANITÉ.

Un autre grand changement se trouve dans la composition de cette assemblée.
Il y a un élément qui tranche radicalement avec le passé : c’est le nombre sans précédent de femmes parmi nous.
Cinquante-trois femmes ont été élues, en octobre dernier, soit le plus grand nombre de l’histoire.
On doit applaudir cette avancée.

Cette longue marche vers la parité hommes-femmes est une responsabilité de tous les partis et de chacun d’entre nous.
J’en profite donc pour saluer les efforts de tous.
De notre côté, on a fait élire 28 femmes ; le plus grand nombre de l’histoire du Québec pour un gouvernement.
Je suis fier de ce résultat, tout en étant conscient du chemin qu’il nous reste à parcourir.

C’est avec ce constat en tête que j’ai nommé un Conseil des ministres composé d’un nombre égal de femmes et d’hommes.
Je tenais à envoyer ce signal fort à l’ensemble du gouvernement.
Et j’invite la société québécoise à faire la même chose.
L’objectif qu’on doit poursuivre, c’est que la parité devienne une chose normale.
Les grandes priorités du gouvernement sont claires : l’éducation, l’économie et la santé.

La première grande priorité que je veux aborder, c’est l’éducation.
Pour la première fois depuis les années 60, l’avenir de nos enfants va être l’ambition première d’un gouvernement.
Notre grande ambition, c’est de donner à chacun de nos enfants les moyens d’aller au bout de son potentiel.

Je suis convaincu que, tous partis confondus, on peut partager cette noble ambition.
Évidemment, on va avoir des débats sur les moyens à prendre.
Mais je nous invite à ne pas perdre l’objectif de vue.
L’éducation, c’est l’avenir de la nation québécoise.
C‘est par l’éducation que le Québec a réussi à rattraper son retard, dans les années 60.
C’est encore par l’éducation qu’on va réussir à relever les défis qui nous attendent.

Au cours des dernières années, le système d’éducation a manqué d’amour.
Des écoles ont été laissées à l’abandon.
Des enfants avec des difficultés d’apprentissage ont été laissés à eux-mêmes.
Et le Québec a pris un sérieux retard en matière de réussite scolaire.
L’heure du redressement national en éducation a donc sonné.

D’abord, je veux saluer les milliers d’enseignants qui ont continué à se démener pour nos enfants, avec un dévouement qui force l’admiration.
Je veux aussi saluer les directions d’école qui se sont débattues avec les moyens qu’elles avaient et les communautés entières qui se sont prises en main pour la réussite.

Les défis en éducation sont nombreux et les efforts qu’on va devoir consentir pour les relever sont importants.
On va faire les choses dans l’ordre.
Mais on va avancer résolument.

Lors de la campagne électorale, on a pris l’engagement d’en finir avec l’instabilité budgétaire en éducation.
Cette instabilité a rendu impossible la planification à long terme et a ébranlé tout le réseau.
Notre cadre financier électoral était très clair.
Je réitère cet engagement, qui est également celui du ministre des Finances et du président du Conseil du trésor : le financement de l’éducation va être en augmentation pour l’ensemble de cette législature.
Même si le Québec devait affronter un ralentissement économique, le financement de l’éducation va être protégé.
L’avenir de nos enfants, l’avenir du Québec va être protégé.
Ça, c’est un autre changement majeur.

La clé, pour la réussite de nos jeunes, c’est de dépister très tôt les difficultés d’apprentissage des enfants et de leur offrir les services appropriés le plus vite possible.
C’est le principal défi qu’on doit relever.
Pour le dépistage, le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, le ministre de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur et le ministre de la Famille vont devoir travailler ensemble.
Et j’ai bon espoir que tous les partis vont y travailler aussi, de façon constructive.
Je ne vois pas de grands désaccords politiques à ce sujet.
Je pense qu’on doit à nos enfants et aux prochaines générations de mettre de côté les intérêts partisans pour réaliser cette grande ambition.

Pour ce qui est des services à la petite enfance, il y a un débat.
Certains nous demandent de choisir entre les CPE et les prématernelles 4 ans.
C’est un faux débat.
Le gouvernement n’a aucunement l’intention de démanteler ou d’affaiblir le réseau des CPE.
Présentement, seulement une petite portion des enfants de 4 ans a la possibilité de fréquenter un CPE.
La prématernelle 4 ans qu’on propose va offrir un service à des milliers d’enfants qui n’en ont pas.
Il n’y a pas d’opposition entre les CPE et les prématernelles 4 ans.
Au contraire : ces deux réseaux sont complémentaires.

Par ailleurs, pour les enseignants qui sont aux prises avec un nombre important d’élèves en difficulté, ça va être un soulagement.
Plus on va s’occuper tôt des enfants qui ont des difficultés d’apprentissage, plus les progrès vont se faire sentir rapidement.
Pour les parents aussi ça va être un soulagement.

J’ai beaucoup entendu la crainte de certains selon laquelle un enfant de 4 ans est trop jeune pour aller à l’école.
Rassurez-vous : la prématernelle 4 ans est fondée sur des techniques adaptées au jeune âge, notamment l’apprentissage par le jeu.
Et elle ne sera pas obligatoire.

Ce que je trouve le plus décevant, c’est d’entendre le discours fataliste : « On ne sera pas capable d’offrir des services à tous les enfants de 4 ans d’ici cinq ans. »
Je trouve que ce discours manque de volonté politique et d’ambition.
Ça manque d’audace et de fierté.

Nous allons aussi ajouter cinq heures par semaine de présence dans toutes les écoles secondaires.
Cette période va être utilisée pour trois types d’activités : les sports, les arts et l’aide aux devoirs.
Je suis convaincu que ces activités vont aider nos jeunes à mieux réussir.

Votre gouvernement a l’ambition d’offrir à chaque enfant la possibilité d’aller au bout de son potentiel.
Ce défi, on va le relever avec les enseignants.
D’abord en leur offrant la stabilité du financement, dont je parlais un peu plus tôt.
Ensuite, en les entourant de professionnels qui vont pouvoir les soutenir.
Puis, en valorisant la profession d’enseignant, qui devrait être parmi les plus prestigieuses de notre société.
On va aller de l’avant avec notre engagement de mieux payer les enseignants en début de carrière.
Et je compte sur le ministre de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur, lui qui est passé par là, pour multiplier les petits gestes qui, au bout du compte, font pencher la balance dans le travail quotidien de ceux qui se dévouent pour nos enfants.

Pour réussir le changement, on compte sur nos enseignants, sur nos directeurs d’école et sur les parents.
C’est dans les écoles que se vivent les réalités concrètes.
Ce sont les équipes-écoles qui sont les mieux placées pour définir les besoins.
Les commissions scolaires vont être transformées en centres de service.
Les élections scolaires et les postes de commissaires vont être abolis.
Ce sont les équipes-écoles qui vont prendre les décisions qui les concernent.

Parlant des écoles, des centaines ont besoin de rénovations urgentes.
Il va falloir rénover nos écoles et en construire de plus belles.
Je ne suis pas réputé pour être un rêveur, et pourtant, je rêve.
Je rêve qu’on ait, au Québec, de belles écoles.
Parce que pour moi, la beauté contribue aussi à la réussite.
Un bel environnement favorise le climat de travail pour les enseignants.
Et il donne le goût de l’école aux enfants.

Je n’oublie pas nos collèges et nos universités, qui jouent un rôle très important de formation et de recherche scientifique.
Pour le gouvernement, l’éducation supérieure est aussi un levier pour créer de la richesse.
Pour les étudiants, d’abord, mais aussi pour toute la société québécoise.
J’insiste particulièrement sur la nécessité de rapprocher les chercheurs et les entrepreneurs qui, lorsqu’ils mettent ensemble leurs forces, peuvent innover et enrichir toute la société.

Dans les années 60, le Québec a donné une forte impulsion à son développement, en investissant massivement en éducation.
On a fait beaucoup de progrès, comme peuple, depuis cette époque.
Il est temps de s’y remettre ; de donner une nouvelle impulsion.
L’éducation est le plus important facteur de bien-être, d’épanouissement et de richesse des individus, mais aussi des collectivités.
Quand on parle de l’avenir de la nation québécoise, on parle nécessairement d’éducation.
L’éducation va être la plus grande priorité de votre gouvernement.

Notre deuxième priorité va être l’économie, au sens large.
Le nouveau gouvernement est composé d’un nombre sans précédent d’entrepreneurs,
de gestionnaires et d’anciens dirigeants de grandes entreprises ou d’organisations.
Ceux-ci partagent tous l’ambition d’enrichir le Québec et d’enrichir les Québécois.
Pas parce que la richesse est une fin en soi, mais plutôt parce qu’elle nous donne les moyens de nos ambitions.

Augmenter notre niveau de richesse va nous permettre de nous offrir de meilleurs services publics dans tous les domaines.
En éducation, en santé, en environnement, dans les infrastructures de transports, en culture.
Et augmenter notre niveau de richesse va nous permettre de réduire le fardeau fiscal beaucoup trop lourd des Québécois.
Là aussi, il faut avoir de l’audace.

Le nouveau gouvernement est ambitieux pour le Québec.
Je n’accepte pas que notre niveau de richesse soit inférieur à celui de nos voisins canadiens et américains.
J’ai la conviction que la nation québécoise est capable de faire beaucoup mieux en économie.
C’est possible de rattraper nos voisins.
Bien sûr, il s’agit d’un objectif à long terme, qui va s’étaler sur quelques décennies.
On doit se donner l’objectif que le Québec ne reçoive plus de péréquation.
C’est un objectif très ambitieux, j’en conviens.
C’est une question d’autonomie, mais aussi une question de fierté.

Quand on parle d’économie, au sens large, on va commencer par venir en aide aux Québécois qui, au cours des dernières années, ont été accablés par des augmentations de taxes et de tarifs de toutes sortes.
Je pense particulièrement aux familles de la classe moyenne et aux retraités à bas revenus.
Le gouvernement va remettre de l’argent dans les poches des Québécois.

Beaucoup de pères et de mères de familles m’ont témoigné leurs difficultés à arriver à la fin du mois.
La famille, c’est la base de notre société.
Il y a une absurdité, dans le régime actuel d’allocations familiales, qui fait en sorte que le soutien financier est moins important pour le deuxième et le troisième enfant que pour le premier.
C’est comme si l’État considérait qu’il en coûte moins cher de s’occuper du deuxième et du troisième enfant que du premier !
On va changer cette situation en créant un nouveau programme plus simple, plus logique et plus généreux.
Les parents vont recevoir des montants plus élevés qu’à l’heure actuelle à partir du deuxième enfant.
Et je le précise : on parle de tous les jeunes de moins de 18 ans.

On va aussi remettre de l’argent dans les poches des familles de la classe moyenne avec de jeunes enfants, qui ont subi un choc fiscal avec l’augmentation subite des tarifs de garde.
Certains parents ont payé des milliers de dollars de plus.
Ces familles paient déjà une part importante de l’impôt sur le revenu, ce qui permet de financer les services de garde subventionnés.
D’exiger une contribution supplémentaire, c’était totalement injuste et injustifié.
On ne doit pas réduire la dette de l’État en endettant les familles.
Le nouveau gouvernement va changer ça, en abolissant cette contribution injuste et en ramenant le tarif unique des garderies subventionnées pour toutes les familles.

Les familles ont aussi subi des augmentations de taxes scolaires de plus de 100 % au cours des quinze dernières années.
L’ancien gouvernement avait amorcé un virage pour les réduire dans certaines régions où les taux étaient différents d’une commission scolaire à l’autre.
Malheureusement, l’injustice perdure entre les régions.
Au Saguenay–Lac-Saint-Jean et en Mauricie, par exemple, les propriétaires paient un taux de taxe scolaire trois fois plus élevé qu’ailleurs, pour les mêmes services.
Encore une fois, c’est injuste et injustifiable.
Le nouveau gouvernement va changer ça, avec un taux unique de taxe scolaire à la grandeur du Québec ; le taux le plus bas.

Cette importante baisse de la taxe scolaire va aider les jeunes familles qui désirent acheter leur première maison.
Elle va aussi venir en aide aux retraités dont les rentes ne sont pas toujours indexées à la hausse du coût de la vie.
On va donc corriger une injustice et, du même coup, offrir une importante baisse de taxes, qui va laisser plus d’argent dans les poches des Québécois et dans l’économie locale.

Ce sont les engagements qu’on a pris et on va les respecter.
Mais il y a autre chose.
L’avantage, pendant les campagnes électorales, c’est qu’on est sur le terrain, en contact avec les gens.
Et au cours de cette campagne, j’ai beaucoup été interpelé par le cri du coeur de retraités à bas revenus.
Je veux dire à ces retraités que je vous ai entendus et qu’on va vous venir en aide rapidement.

On a donc l’ambition de remettre plus d’argent dans les poches des Québécois.
Je devrais dire de « laisser » plus d’argent aux Québécois.
Parce que c’est votre argent que gère le gouvernement.
Et on va en faire encore plus, au fur et à mesure qu’on va augmenter notre niveau de richesse.

Le moyen le plus puissant d’augmenter notre niveau de richesse, à long terme, c’est de mieux réussir en éducation.
L’autre levier, pour créer de la richesse, c’est l’investissement des entreprises.
C’est avec des investissements des entreprises qu’on va augmenter la productivité et créer des emplois mieux payés.
Au Québec, on a un déficit très important d’investissements des entreprises.
Le gouvernement a un rôle à jouer dans ce domaine.

Il faut d’abord qu’on change nos façons de faire au ministère de l’Économie et chez Investissement Québec.
Il va falloir faire preuve de beaucoup plus d’audace.
Le ministre de l’Économie et de l’Innovation est déjà au travail pour remodeler un Investissement Québec nouveau, plus agile, plus volontaire, plus ambitieux, plus entreprenant.

On doit aussi mieux arrimer la recherche, l’innovation, l’entrepreneuriat et la beauté.
J’ai lancé, il y a cinq ans, l’idée du Projet Saint-Laurent : créer des zones d’innovation au bord de l’eau.
Ces zones pourraient regrouper, dans un bel environnement, un port, un pôle ferroviaire, un campus de recherche et des entreprises innovantes.

Le gouvernement doit aussi mettre en place une fiscalité qui encourage l’investissement des entreprises.
Et l’État doit aussi être plus efficace dans l’attribution des différents permis.
Il ne s’agit pas de réduire les exigences, mais plutôt de réduire les délais.
En ce moment, il y a beaucoup de bureaucratie inutile.
C’est beaucoup trop long et fastidieux.
Le fardeau administratif des entreprises doit être allégé.

J’ai un message pour les entrepreneurs québécois.
Et quand je parle d’entrepreneurs, je parle aussi de nos producteurs agricoles et de nos producteurs forestiers.
Votre gouvernement compte des dizaines d’entrepreneurs qui savent ce que vous vivez et qui veulent vous aider à faire avancer vos projets d’investissements.
Sortez les projets de vos tiroirs et venez nous voir.
On va vous aider à les réaliser.
C’est le temps d’investir !
J’ai aussi un message pour les investisseurs internationaux, que j’ai commencé à partager à Erevan, à Boston et à Toronto.
Un message qui va aussi être porté par le ministre de l’Économie et de l’Innovation et par la ministre des Relations internationales et de la Francophonie : Venez investir chez nous. On va vous accueillir à bras ouverts.

Les relations internationales du Québec vont prendre un accent qui va être plus commercial, pour promouvoir nos exportations.
Ça commence par notre principal partenaire commercial, les États-Unis.
Mais le gouvernement veut aussi approfondir notre relation exceptionnelle avec la France, une porte d’entrée privilégiée pour toute l’Europe.
Alors que le Québec, de son côté, doit devenir la porte d’entrée des entreprises européennes pour l’Amérique du Nord.
Le gouvernement a aussi l’intention de s’investir dans l’espace francophone, entre autres en Afrique, pour multiplier les échanges.
Il y a aussi des possibilités pour augmenter nos exportations au Mexique.
Et le Québec doit en faire plus pour aider ses entreprises à avoir accès à l’immense marché de l’Asie.

Pour élever notre niveau de richesse, on doit donc exporter plus et diversifier nos marchés.
On doit regarder outre-mer, mais n’oublions pas de nous tourner vers nos voisins canadiens.
Le gouvernement doit maximiser les échanges commerciaux avec les provinces canadiennes, et on va s’y atteler.

J’ai aussi commencé à faire la promotion de notre projet d’Alliance énergétique
avec les autres provinces.
Il faut convaincre les États de la Nouvelle-Angleterre et du nord-est américain de profiter de l’énergie verte, abondante et abordable du Québec.
Tous nos voisins sont aux prises avec des défis d’approvisionnement en électricité ou de réduction des gaz à effets de serre pour lutter contre les changements climatiques.
Dans ce contexte, il faut voir le Québec comme la batterie du nord-est de l’Amérique.
Le Québec a le potentiel de devenir une superpuissance énergétique.
Nous pouvons aider nos voisins à réduire leurs coûts d’approvisionnement et nous pouvons remplacer le charbon, le gaz et le nucléaire par une énergie propre.
Avec notre électricité, nous avons le potentiel de contribuer à faire du nord-est américain une région plus compétitive et plus verte.
C’est gagnant-gagnant pour le Québec et pour ses voisins.

Notre énergie propre doit aussi devenir un attrait pour les investissements privés, ici même, sur notre territoire.
On peut penser aux centres de données, aux industries de la fabrication, à la production agricole en serres et à bien d’autres secteurs.
Plus la pression va augmenter pour réduire les émissions de GES dans le monde et plus l’énergie propre du Québec va devenir un facteur-clé dans les décisions d’investissements.

Au fur et à mesure qu’on va réussir à vendre plus d’électricité et, donc, à éliminer nos surplus, il va falloir relancer la production.
On va le faire dans l’ordre.
D’abord, avec ce qui coûte le moins cher à produire, soit l’efficacité énergétique.
Il faut aider nos entreprises à être plus efficaces et aider les familles québécoises à diminuer leur facture d’électricité.

Ensuite, l’éolien. C’est possible, à l’heure actuelle, de construire des éoliennes à des prix compétitifs.
Quand les besoins vont être là, on va aller de l’avant.
Et il y a les prochains grands barrages, qui pourront être construits une fois qu’on aura conclu des contrats d’exportation avec nos voisins.

C’est ça, la vision audacieuse de votre gouvernement.
Nous enrichir collectivement avec notre énergie propre et le faire au bénéfice des Québécois, de nos voisins, des nations autochtones et de l’environnement.

Mais pour développer notre économie, il faut aussi répondre à la pénurie de travailleurs qui frappe certaines industries.
Il faut y répondre de plusieurs façons.
Il faut d’abord mieux arrimer la formation avec les besoins des entreprises.
Il faut aussi encourager les gens plus âgés qui veulent travailler à temps partiel à le faire sans être pénalisés par la fiscalité.

On entend des voix pour qui la seule solution est l’immigration, sans égard à nos capacités d’intégration.
Si la politique actuelle était viable, on le saurait !
Mais cette politique n’a pas empêché la pénurie de main-d’oeuvre, en particulier dans nos régions.
L’immigration fait certainement partie de la solution, mais il va falloir changer de cap.

Le premier changement consiste à mieux arrimer les critères de sélection des immigrants aux besoins de nos entreprises et de nos organisations publiques.
Le ministre de l’Immigration et le ministre de l’Emploi travaillent déjà à cet arrimage.
La priorité sera aussi donnée aux candidats à l’immigration qui ont déjà un lien d’emploi avec une entreprise québécoise.
La priorité va être encore plus grande pour un emploi en région.
On va aussi mettre en place un parcours accéléré pour ceux qui désirent passer du statut de travailleur étranger à celui d’immigrant.
Ce sont des gestes concrets qui vont nous permettre de combler rapidement des besoins.
Pour y arriver, on va devoir compter sur la collaboration du gouvernement fédéral pour accélérer la venue de travailleurs étrangers.

Le nouveau gouvernement va accorder autant d’importance aux régions qu’aux grands centres.
Pour aider les régions à développer leur économie, on va renverser la centralisation qui est à l’oeuvre depuis quelques années.
On va se donner un plan pour déplacer des postes gouvernementaux en région.
On va aussi revoir le rôle d’Investissement Québec pour créer plus d’emplois en région.
Et on va se donner un plan pour installer Internet haute vitesse sur l’ensemble du territoire québécois.

Une autre condition de notre enrichissement collectif, c’est d’avoir des finances publiques saines.
Les finances québécoises sont saines, mais au prix d’un fardeau fiscal trop élevé, beaucoup plus élevé que celui de nos voisins.
On peut faire mieux en matière de gestion.
Le président du Conseil du trésor est déjà à l’oeuvre.
Chacun des ministres a le mandat de maximiser l’utilisation des fonds publics et je demande à tous les employés de l’État de faire la même chose.
Chaque dollar géré par l’État a été durement gagné par les Québécois et chaque dollar compte.

Je pense, entre autres, au chantier piloté par le ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale.
Depuis beaucoup trop d’années, les technologies de l’information du gouvernement du Québec ont été déployées en silo, en multipliant les petits royaumes numériques dans chaque ministère et organisme.
On doit réaliser que cette façon de faire est très inefficace et coûteuse.
Les Québécois n’en n’ont pas pour leur argent et les services ne sont pas à la hauteur.
Le gouvernement a l’intention de mettre en oeuvre une véritable révolution numérique gouvernementale, qui va générer des économies substantielles et qui va permettre d’offrir des services beaucoup plus efficaces à la population.
Cette transformation est essentielle.

Quand on parle de gestion, il faut aussi bien comprendre qu’on doit minimiser la dette qu’on laisse aux prochaines générations.
Tous les gouvernements, depuis celui de Lucien Bouchard, ont suivi la trajectoire qu’on s’était donnée à l’époque.
Le résultat, c’est que le poids de la dette publique sur le PIB a cessé d’augmenter.
Le gouvernement doit poursuivre dans cette direction.
Votre gouvernement entend donc gérer les finances de façon responsable, en évitant les déficits et en continuant à réduire le poids de la dette publique.

Pour terminer sur l’économie et les finances, j’aimerais revenir sur l’entente avec les médecins spécialistes.
D’abord pour redire que, comme la très vaste majorité des Québécois, j’éprouve un grand respect pour les médecins, pour la qualité des soins et pour leur grand professionnalisme.
Par contre, le niveau de rémunération des médecins spécialistes doit être équitable avec les autres travailleurs québécois.
Les travailleurs québécois, incluant ceux de la santé, ont un écart salarial négatif avec leurs homologues des autres provinces.
Nous avons convenu, avec le syndicat des médecins spécialistes, de confier un mandat à un organisme indépendant pour comparer leur rémunération à celle de leurs homologues des autres provinces.
Le gouvernement va procéder aux réajustements à partir des résultats de cette étude.

Le Québec doit donc relever un grand défi économique : Rejoindre le niveau de richesse de ses voisins. Mais nous devons, au même moment, relever un autre défi : la survie de notre planète est en jeu. Je ne peux ignorer ce défi de l’urgence climatique et continuer de regarder mes deux fils dans les yeux.

L’audace, dans ce domaine, consiste à voir la réalité en face et à nous retrousser les manches, malgré l’ampleur colossale du défi qu’on a devant nous.
Parce que malheureusement, lorsqu’on parle d’émissions de gaz à effet de serre, le Québec nage en pleine noirceur. Le dernier inventaire des émissions de gaz à effets de serre au Québec date de 2015.
En vertu de ce dernier bilan, le Québec avait réduit ses émissions de gaz à effet de serre, depuis 1990, de seulement 8,8 %, alors que l’objectif pour 2020 est de 20 %.
Nous n’avons trouvé aucun plan sérieux de l’ancien gouvernement pour atteindre l’objectif de 2020.
Pire, on a aussi constaté une gestion déficiente du Fonds vert, sans indicateur de performance et sans mesure des résultats.

On a besoin, pour commencer, de connaître précisément le bilan récent du Québec.
Où en sommes-nous aujourd’hui dans la réduction des GES ?

J’ai mandaté une équipe pour préparer ce bilan le plus rapidement possible.
Quand on va l’avoir, on pourra examiner quels sont les meilleurs moyens pour réduire nos GES.
Sera-t-il possible d’atteindre les cibles de 2020 ?
Personne n’a les informations pour répondre à cette question.

Mais on ne peut pas attendre et le gouvernement va poser des actions pour réduire les GES au Québec.
Nous allons continuer d’utiliser le marché du carbone avec la Californie.
Nous allons aussi investir de façon importante dans les transports collectifs et surtout, on va s’assurer que les projets se réalisent.
On ne veut plus voir des projets comme le prolongement de la ligne bleue du Métro de Montréal qui traînent pendant des années et des années.
Ces investissements vont bénéficier aux Québécois qui vont pouvoir se déplacer de façon plus efficace et plus confortable, tout en réduisant la congestion et la pollution.
Ces investissements vont être structurants et vont bénéficier à nos entreprises parce qu’on va imposer un minimum de 25 % de contenu local dans le matériel de transport.

Nous devons aussi accélérer l’électrification des transports : trains, autobus, camions, autos.
En plus de réduire nos GES, l’électrification des transports va nous enrichir en remplaçant nos importations de pétrole par l’électricité propre qu’on produit chez nous.
Transports collectifs et électrification sont deux domaines où la croissance économique et la lutte contre les changements climatiques vont de pair et servent les intérêts des Québécois.

La même logique s’applique à la décontamination des terrains en bordure du fleuve dans l’est de Montréal et dans plusieurs régions du Québec.
Il faut décontaminer ces terrains et les mettre en valeur.
Ça va permettre à la fois de restaurer l’environnement et de créer de la richesse avec des zones d’innovation pour rapprocher nos entrepreneurs et nos chercheurs.

Si on est sérieux, dans notre volonté de lutter contre les changements climatiques, il faut éviter les discours idéologiques voulant que tous les projets de construction soient néfastes.

J’ai un exemple en tête : celui du troisième lien.
Il y a un projet structurant de transport collectif à Québec : le tramway.
Ce projet est emballant, et on l’appuie, mais il manque un morceau.
Il manque une connexion avec la Rive-Sud.
Cette connexion, ce troisième lien, devait être construit il y a des décennies de cela.

On propose de corriger cette erreur et d’en profiter pour interconnecter les deux rives avec le transport collectif.
Malheureusement, certains ont décidé d’en faire un symbole idéologique, anti-environnement.

Le gouvernement a pris un engagement, auprès de la population de Québec, et on va aller de l’avant.
Le troisième lien va permettre de compléter le projet de transport collectif structurant de Québec et de réduire la congestion sur la Rive-Sud et le kilométrage parcouru par les camions de marchandises.
Et loin de vouloir défigurer l’île d’Orléans, on peut même imaginer démanteler les pylônes d’Hydro-Québec qui gâchent le paysage et faire passer les câbles électriques par le troisième lien.

On peut faire du troisième lien un épouvantail et un repoussoir, ou en faire un projet de développement durable, permettant de construire un véritable système de transport structurant pour les deux rives et d’embellir le paysage, comme c’est l’intention de ce gouvernement.

Parmi nos trois grandes priorités figure évidemment la santé.
Dans ce domaine, notre objectif est de permettre aux Québécois de voir rapidement un médecin, une infirmière ou un pharmacien quand ils sont malades.
Ça devrait aller de soi, et pourtant, ce n’est pas le cas.

Le personnel du réseau de la santé a été durement éprouvé, au cours des dernières années, et les Québécois n’y croient plus.
La ministre de la Santé et des Services sociaux et son équipe vont éviter les changements de structure, les bouleversements inutiles et les grandes promesses.
On va avancer un pas à la fois, main dans la main avec les professionnels en soin et on va améliorer concrètement la situation.

Le gouvernement va d’abord s’atteler à renforcer la première ligne.
On doit inciter les médecins de famille à prendre en charge leurs patients et à déléguer plus d’actes médicaux aux autres professionnels de la santé, au sein des groupes de médecines familiale, les GMF.
Le gouvernement va négocier un nouveau mode de rémunération avec les médecins de famille.
Moins de paiements à l’acte et plus de rémunération pour la prise en charge des patients.

Une première ligne forte, ça veut dire aussi plus de soins et de services à domicile.
Le gouvernement va y investir rapidement.
Ces changements vont faire en sorte d’éviter que des patients engorgent inutilement les urgences.

Il y a, au sein de la population québécoise, des centaines de milliers de héros du quotidien qui s’occupent avec un dévouement hors du commun de nos aînés en perte d’autonomie ou de leurs enfants handicapés, parfois lourdement.
Ces héros, souvent des héroïnes, d’ailleurs, supportent un fardeau exigeant.
C’est une réalité à laquelle j’ai été sensibilisé par la ministre responsable des Aînés et des Proches Aidants.
Votre gouvernement va vous venir en aide en finançant des maisons de répit et en adoptant une politique nationale des proches aidants.

Et pour les parents d’enfants lourdement handicapés, je réitère notre engagement : on va vous aider davantage.

Le gouvernement est aussi déterminé à insuffler une bonne dose d’humanisme dans les soins prodigués aux aînés et aux plus jeunes patients dans les CHSLD.
J’en profite pour saluer le travail essentiel des préposés aux bénéficiaires.
Votre gouvernement va accélérer la rénovation des établissements qui peuvent l’être et augmenter le nombre de préposés.

Pour l’avenir, avec la population qui vieillit, on doit se préparer et imaginer un modèle plus humain, plus moderne et mieux adapté aux soins de longue durée.
Un modèle d’établissement qui favorise de meilleurs soins et un milieu de travail mieux adapté pour le personnel.
Les maisons des aînés, c’est le projet d’une génération.
Ce modèle, le gouvernement va le définir avec les spécialistes, les usagers et le personnel, et on va ensuite le mettre en oeuvre.

Parmi les questions de santé publique qui nous préoccupent, il y a aussi la légalisation du cannabis.
Le gouvernement a décidé d’adopter, dans le dossier du cannabis, une approche de santé publique visant principalement à protéger les jeunes.
Votre gouvernement prépare un projet de loi qui va ramener à 21 ans l’âge légal et qui va interdire de fumer du cannabis dans les lieux publics.

Éducation, économie, santé. Voilà nos trois grandes priorités.
Plusieurs autres enjeux accaparent aussi l’attention du gouvernement.
D’abord, la laïcité de l’État et les signes religieux.
Cette question traîne depuis plus de dix ans maintenant.
Les Québécois en ont assez.
Ils veulent qu’on règle cette question, et notre engagement à cet égard est très clair depuis longtemps.
Le port de signes religieux va être interdit pour les employés de l’État en position d’autorité, y compris les enseignants du primaire et du secondaire.
Il s’agit d’une position raisonnable.
On va donc être très fermes, à ce sujet, et on a l’intention de bouger rapidement.

En matière d’immigration, j’aimerais préciser une chose, d’entrée de jeu.
À ma connaissance, tous les élus de l’Assemblée nationale sont en faveur de l’immigration.
Le peuple québécois est ouvert et accueillant.
On doit débattre d’immigration calmement et sereinement, en évitant les accusations délirantes qu’on a entendues trop souvent dans les dernières années.
On doit éviter de regarder de haut, avec mépris, les inquiétudes légitimes de la population québécoise.

Le gouvernement a pris l’engagement de mieux intégrer les immigrants qu’on a résumé par la formule suivante : en prendre moins, mais en prendre soin.
L’objectif est clair : on veut réduire les seuils d’immigration pour avoir les moyens de mieux intégrer les immigrants au marché du travail, à la majorité francophone et au partage de nos valeurs communes, en particulier l’égalité hommes-femmes.

Et parlant de notre langue et de nos valeurs, je veux vous parler de culture.
La culture, c’est l’âme d’un peuple.
La culture, ça fait partie de ce qu’on est.
La culture, ça fait partie du bonheur de vivre.
La culture québécoise nous rend fiers.
Et la culture, c’est aussi un important moteur économique dans toutes les régions du Québec et une formidable vitrine pour le Québec dans le monde.

En matière de Justice, on a plusieurs défis.
Le premier défi consiste à accélérer l’administration de la justice pour éviter les délais déraisonnables en modernisant le système et en le finançant correctement.
Le deuxième défi consiste à améliorer l’accès à la justice pour les Québécois de la classe moyenne ; ceux qui ne sont pas assez riches pour se payer une défense, mais pas assez démunis pour avoir accès à l’aide juridique.
Le troisième grand défi est celui du droit de la famille, qui doit être réformé de fond en comble pour tenir compte des réalités d’aujourd’hui.

La ministre de la Justice est déjà au travail sur ces trois fronts et elle peut compter sur mon appui.
C’est très important que la population québécoise ait confiance et qu’elle ait accès au système de justice.

L’autre enjeu, c’est le mode de scrutin proportionnel mixte.
Les Québécois souhaitent que les partis collaborent davantage, et une telle réforme a le potentiel de changer la culture politique dans le bon sens, en atténuant la partisannerie.
On s’est engagés à déposer un projet de loi visant à modifier le mode de scrutin dans la première année de notre mandat.
Le délai est court, et la ministre de la Justice a donc déjà commencé le travail.
On a l’intention de respecter cet engagement et de travailler de bonne foi avec les députés des autres partis.

Ce qui nous guide, c’est une représentation des élus plus fidèle aux votes exprimés, mis en équilibre avec le poids des régions et la stabilité des futurs gouvernements.
Cette réforme, qui touche au fonctionnement de notre démocratie, nécessite un consensus politique.
J’invite donc les députés de l’opposition à y travailler avec le gouvernement de façon constructive et dans la bonne foi réciproque.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, on a beaucoup de travail devant nous.
Dans les prochaines années, on va certainement avoir des débats animés, parfois très vifs.
Mais n’oublions pas une chose : ce que nous partageons est plus important que ce qui nous divise.
Nous représentons les Québécois et nous travaillons tous pour eux.
Je le redis aux Québécois : nous formons votre gouvernement.

Nous avons une adversaire redoutable : la peur.
La peur de ne pas être capable.
La peur de nous tromper.
La peur du changement.
Ce sentiment est humain, très humain.
Mais on doit le vaincre en y opposant la fierté et l’audace.
Oui, fierté et audace…C’est ça qui va guider VOTRE gouvernement !

Merci